

Est-ce que le ministre des Finances ou son porte-parole peut nous dire spécifiquement qui a parlé au gouvernement du déficit et de la dette comme étant sa priorité? Où est le consensus dont parle le ministre?

[Traduction]

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, le chef du Nouveau Parti démocratique se réjouira d'apprendre que plus de 90 groupes représentant toutes les couches sociales du Canada ont soumis des mémoires.

Le ministre des Finances a reçu des lettres de centaines et de centaines de Canadiens qui avaient des propositions à formuler au sujet du budget. Il a écouté tous ces conseils, y compris celui des évêques du Canada. Leur avis est étudié, et vous pourrez le constater dans le budget que le ministre va déposer sous peu.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, le fait est que le Canada accuse un énorme déficit. Certes, tous les partis s'en préoccupent, mais il s'agit de savoir comment y remédier.

Pour des millions et des millions de Canadiens, le déficit le plus grave, c'est celui qui touche le domaine de l'emploi. Le chômage et la pauvreté continuent de coûter à l'économie canadienne 80 milliards de dollars par an.

• (1430)

Le gouvernement a dit qu'il voulait effectuer des compressions. Ce ne sont pas les choix qui manquent. Il peut réduire la déduction pour frais d'entreprise accordée aux sociétés canadiennes, qui représente une somme de un milliard de dollars. Il peut réduire la déduction des intérêts dont bénéficient les sociétés qui font des placements à l'étranger, un privilège qui coûte des centaines de millions de dollars à l'économie canadienne. Le gouvernement aurait pu bloquer le projet de loi en faveur des fiducies familiales exonérées d'impôt, ce qui coûte jusqu'à 600 millions de dollars par an. On ne trouve nulle trace de ce genre de compressions dans l'exposé du ministre.

Le ministre des Finances suppléant va-t-il demander aux entreprises riches et florissantes de faire leur part?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, comme en témoigne notre feuille de route, le gouvernement s'est grandement employé à supprimer les échappatoires fiscales, les privilèges accordés par le gouvernement précédent.

Lorsque mon collègue, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, était ministre des Finances, il a apporté d'importantes modifications à notre

régime fiscal, supprimant ainsi un grand nombre de ces échappatoires.

Je fais toutefois observer à ma collègue que les suggestions qu'elle formule aujourd'hui auraient pour effet de placer nos entreprises dans une situation d'infériorité par rapport aux autres sociétés qui leur font concurrence dans le monde. En tant que nation commerçante, nous devons être sur un pied d'égalité avec les autres pays si nous voulons rester compétitifs.

Les amis de ma collègue appuient l'Association canadienne des restaurateurs et des services de l'alimentation. À tout le moins, ils se font un devoir d'assister à ses réceptions pour s'empiffrer. Voilà maintenant qu'ils veulent supprimer une déduction pour frais de représentation, ce qui est contraire aux vœux exprimés par l'Association. On ne saurait faire les deux à la fois, comme le souhaitent les néo-démocrates.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser.

Le ministre devrait demander aux Canadiens s'ils préféreraient avoir des soins de santé universels de premier ordre ou payer pour des loges au SkyDome. Il devrait leur demander ce qu'ils croient être le plus important des deux et quel choix le gouvernement devrait faire.

Il est absolument ridicule de dire que l'imposition des fiducies familiales nuirait aux entreprises dans notre pays. Il y a des choix et des compressions que le gouvernement peut faire.

Le premier ministre pourrait décider d'annuler son voyage d'adieu. Le gouvernement pourrait décider d'annuler l'achat d'hélicoptères qui coûtent 5,8 milliards de dollars.

Je voudrais poser cette question-ci au ministre des Finances suppléant. Maintes et maintes fois, le gouvernement a préféré les privilégiés aux défavorisés. Il a choisi de punir les défavorisés au profit des privilégiés. Dans le nouveau budget, le ministre suppléant sera-t-il prêt à faire en sorte que tous les Canadiens, et non seulement les démunis, paient leur juste part?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, je suis sûr que les observations de l'honorable chef du NPD au sujet du SkyDome intéresseraient vivement Bob White, étant donné le rôle qu'il y joue à Toronto. Sauf erreur, le NPD l'a nommé président là-bas. Je suis sûr que sa loge au SkyDome lui plaît également. Je regrette qu'il n'ait pas encore invité la députée à une partie de balle. On s'y amuse beaucoup. Elle devrait y assister un de ces jours.